

Un retraité doit-il payer des cotisations sociales sur sa pension ?

Réponse courte

Oui, le retraité reste **redevable de cotisations sociales** sur sa pension, mais dans une mesure limitée. Les deux prélèvements principaux sont la **cotisation assurance maladie CNS** au taux de **2,80 %** (part pensionné) et la **contribution dépendance** au taux de **1,40 %**, conformément aux articles 32 et 378 du Code de la sécurité sociale. Ces cotisations sont retenues à la source par la Caisse nationale d'assurance pension (**CNAP**).

En revanche, le pensionné est **exonéré** de la cotisation pension (il ne cotise plus pour acquérir de nouveaux droits) et de la cotisation chômage. La contribution dépendance s'applique après un **abattement forfaitaire** équivalant à **un quart du salaire social minimum**. La pension reste également soumise à **l'impôt sur le revenu** selon le barème général, avec prélèvement par la CNAP via la fiche de retenue.

Définition

Les cotisations sociales sur les pensions sont des prélèvements obligatoires destinés à financer la protection sociale du pensionné, principalement l'assurance maladie et l'assurance dépendance. Elles sont distinctes des cotisations acquittées par les salariés actifs.

La cotisation assurance maladie CNS finance les prestations en nature (soins médicaux, hospitalisation, médicaments) dont le pensionné bénéficie dans les mêmes conditions que les salariés actifs. La contribution dépendance finance, quant à elle, les prestations d'aide aux personnes en perte d'autonomie.

Le taux appliqué et l'assiette diffèrent de ceux applicables aux salariés, notamment par l'absence de part patronale et par l'existence d'abattements spécifiques.

Questions fréquentes

Comment éviter les doubles prélèvements pour les pensionnés transfrontaliers ?

Pour les pensionnés percevant des pensions de plusieurs régimes ou pays, le règlement (CE) n° 883/2004 de coordination européenne permet d'éviter les doubles prélèvements. Une vérification auprès de la CNS est recommandée pour les frontaliers.

Comment vérifier les prélèvements sociaux sur sa pension ?

La CNAP fournit un décompte annuel détaillant la pension brute, les retenues maladie et dépendance ainsi que la retenue d'impôt. Toute contestation doit être adressée par écrit à la CNAP dans les délais légaux applicables.

La contribution dépendance est-elle prélevée sur la pension ?

Oui, au taux de 1,40 % conformément à l'article 378 du Code de la sécurité sociale, après application d'un abattement forfaitaire équivalent à un quart du salaire social minimum. La CNAP opère le prélèvement directement sur la pension brute mensuelle.

Le pensionné cotise-t-il encore pour la pension et le chômage ?

Non, le pensionné est totalement exonéré de la cotisation pension (il n'acquiert plus de nouveaux droits) et de la cotisation chômage. Seules subsistent la cotisation maladie de 2,80 % et la contribution dépendance de 1,40 %, toutes deux retenues par la CNAP.

Quel taux de cotisation maladie s'applique sur la pension ?

Le taux de la cotisation assurance maladie CNS est de 2,80 % sur la pension brute, sans part patronale, conformément à l'article 32 du Code de la sécurité sociale. Le pensionné supporte donc seul ce prélèvement, retenu à la source par la CNAP.

Un retraité doit-il payer des cotisations sociales sur sa pension au Luxembourg ?

Oui, le retraité reste redevable de la cotisation assurance maladie CNS de 2,80 % et de la contribution dépendance de 1,40 %, prévues aux articles 32 et 378 du Code de la sécurité sociale. Ces prélèvements sont retenus à la source par la CNAP.

Conditions d'exercice

Les prélèvements sur la pension obéissent à des règles précises détaillées ci-dessous.

| Critère | Règle |
|-------------------------------|-------------------------------|
| Cotisation maladie <u>CNS</u> | 2,80 % sur la pension brute |
| Contribution dépendance | 1,40 % après abattement |
| Abattement dépendance | 1/4 du salaire social minimum |
| Cotisation pension | Aucune (exonération totale) |
| Cotisation chômage | Aucune (exonération totale) |
| Impôt sur le revenu | Barème général applicable |

Modalités pratiques

Les modalités de prélèvement sont gérées directement par la CNAP comme suit.

| Étape | Modalité |
|----------------------|---|
| Prélèvement | Retenue à la source sur la pension brute |
| Périodicité | Mensuelle, lors du versement |
| Organisme collecteur | CNAP pour compte <u>CNS</u> et dépendance |
| Justificatif | Décompte annuel fourni au pensionné |
| Déclaration fiscale | Pension imposable, fiche de retenue CNAP |
| Contestation | Réclamation écrite auprès de la CNAP |

Pratiques et recommandations

Il est recommandé au futur retraité de simuler le montant net de sa pension en intégrant les prélèvements obligatoires dès la préparation du dossier auprès de la CNAP. Une différence significative peut apparaître entre la pension brute annoncée et le montant effectivement versé sur le compte bancaire, ce qui surprend parfois les nouveaux pensionnés.

Le service RH peut accompagner les salariés proches de la retraite en leur expliquant ces mécanismes lors des entretiens seniors ou des réunions de préparation à la fin de carrière. Fournir une documentation écrite claire limite les malentendus ultérieurs.

Pour les pensionnés dont la pension provient de plusieurs régimes ou pays, il convient de vérifier la coordination européenne afin d'éviter les doubles prélèvements, notamment avec les règlements communautaires applicables aux travailleurs frontaliers.

Cadre juridique

| Référence | Objet |
|--------------------------------------|---|
| Art. 32 Code de la sécurité sociale | Cotisation assurance maladie du pensionné |
| Art. 378 Code de la sécurité sociale | Contribution dépendance |
| Art. 1er Code de la sécurité sociale | Affiliation du pensionné |
| Loi modifiée du 17 décembre 2010 | Réforme de l'assurance maladie |
| Règlement (CE) n° 883/2004 | Coordination des systèmes de sécurité sociale |

Les taux de cotisation sociale sur pension sont fixés par le Code de la sécurité sociale et peuvent évoluer. Le pensionné doit consulter son décompte annuel pour vérifier les prélèvements effectués. Toute contestation doit être adressée à la CNAP dans les délais légaux.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.